



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

MASSE DES DOUANES
(Direction générale des douanes et droits indirects, 1907-1984)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Françoise DESMIER-MOREAU

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2021

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Masse des douanes.....	7
Historique.....	7
Règlement de la Masse.....	7
Élections au conseil supérieur et conseils régionaux, préparation et résultats.....	7
Conseil supérieur de la Masse, réunions.....	8
Conseils régionaux de la Masse, réunions.....	8
Casernement.....	9
Comptabilité.....	11

Référence

B-0079503/1 – B-0079540/2

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Masse des douanes

Dates extrêmes

1907-1984

Noms des principaux producteurs

Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), bureau B3 (Sous-direction de l'organisation et de l'administration des services, équipements).

Importance matérielle

4,70 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L 213-1 à L 213-6 du code du patrimoine

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement PH 058/86 du 10 avril 1986.

Historique du producteur

Sous l'Ancien Régime, la perception des droits de douane et taxes assimilées est assurée par la Ferme générale. En 1790, l'Assemblée Constituante décrète l'abolition des douanes intérieures et des droits de traite perçus aux limites de chaque province ; les droits, fixés par un tarif unique, sont désormais perçus aux frontières du territoire. Une loi du 1er mai 1791 crée la régie des douanes nationales, chargée des réglementations d'inspiration protectionniste et qui dispose d'un code reprenant l'essentiel des procédures jusqu'alors en vigueur. À partir de 1801, la régie est dirigée par un directeur général assisté d'un conseil d'administration. Sous le Premier Empire, l'administration générale des douanes est placée dans les attributions du ministère des manufactures et du commerce, et les cours prévôtales des douanes sont mises en place par le décret du 18 octobre 1810. De 1815 à 1818, elle dépend de la direction des contributions indirectes, même si les deux administrations demeurent distinctes. À partir de 1815, la politique protectionniste assure à la douane une

place prépondérante dans l'appareil d'État. La surveillance douanière se renforce aux frontières et à l'intérieur du territoire. Ses effectifs et ses moyens juridiques s'accroissent. Le personnel se répartit entre les bureaux (service sédentaire) et les brigades (service actif). De 1818 à 1851, la direction générale des douanes est indépendante de la direction des contributions indirectes. De 1851 à 1869, toutes deux sont regroupées dans une seule et même direction des douanes et des contributions indirectes. De 1869 à la Seconde guerre mondiale, la direction générale des douanes reprend son ancienne appellation et redevient distincte des contributions indirectes. À partir de la signature du traité de libre échange avec l'Angleterre en 1860, la réglementation douanière devient moins rigide pour permettre une plus large utilisation des régimes de transit, de l'entrepôt et de l'admission temporaire. En 1892, les adversaires du libre-échange l'emportent, favorisés par la conjoncture internationale. La direction générale des douanes doit alors appliquer des tarifs complexes, développer ses contrôles, s'adapter aux progrès technologiques et faire face à de nouvelles formes de fraude consécutives à l'apparition de nouveaux modes de transport (automobile et avion). En 1928, elle est chargée de la gestion de la TIP (taxe intérieure pétrolifère), mise en place par les lois du 16 et 30 mars 1928 organisant l'industrie du raffinage en France. Cette nouvelle attribution compense le déclin d'une autre contribution indirecte, l'impôt sur le sel. 1948 marque une nouvelle étape dans le transfert d'attribution pour les contributions indirectes entre la direction générale des impôts (DGI) et la direction générale des douanes qui devient la direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI). Celle-ci comprend des services centraux organisés en divisions dirigées par des administrateurs, et des services extérieurs répartis en directions régionales. Dans le contexte de la libéralisation des échanges des années 1950, les douanes sont confrontées à un nouvel environnement et doivent s'adapter : création de nouveaux bureaux à contrôles juxtaposés, ouverture des bureaux à l'intérieur du territoire, traitement par informatique des opérations de dédouanement, simplification des procédures. En 1993, les frontières fiscales disparaissent au profit de la libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des services à l'intérieur de la Communauté européenne. Cet événement entraîne une redéfinition des missions de la DGDDI, qui protège désormais l'économie et les citoyens européens des pays membres de l'Union européenne. La DGDDI intervient aussi en collaboration avec d'autres services dans la lutte contre les contrefaçons, la protection du patrimoine culturel, la défense de l'environnement ou le contrôle de la circulation des matières radioactives. L'ensemble des contributions indirectes qui restaient encore à la DGI lui sont transférées.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons, les brouillons et les dossiers comptables ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ces dossiers abordent le fonctionnement et la composition de la Masse des douanes, ainsi que ses activités concernant le logement des douaniers.

Créée au début du XIX^{ème} siècle, la Masse des brigades des douanes a été officialisée par le règlement du 10 mai 1813 et l'arrêté ministériel du 25 février 1815. Son rôle et les conditions de son fonctionnement actuel résultent de la loi du 16 juillet 1908 et de l'arrêté du 28 octobre 1960.

Constituée initialement en vue de pourvoir à l'habillement, au service de santé et du casernement des agents du service actif des douanes, cette institution, par suite de la création d'indemnités d'habillement et de la sécurité sociale des fonctionnaires, a pu consacrer l'essentiel de son activité au problème du logement du personnel des brigades.

Indexation

droits de douane

personnel

équipement matériel

B-0079503/1 – B-0079540/2

Masse des douanes.

1907-1984

B-0079503/1

Historique : rapport au ministre du 18 octobre 1907, rapport de M. Denis de Lagarde de 1913 sur la recherche de moyens de parer aux insuffisances de ressources de la Masse, relevés mensuels de situation des fonds (1908-1931), commission (1916), composition des conseils (1908-1953).

1907-1953

B-0079503/2

Règlement de la Masse. – Projet d'arrêté du 28 octobre 1960 et projets d'arrêtés modificatifs des 3 avril 1965 et 27 juillet 1972 : textes de base, notes, comptes rendus de réunions sur la révision des textes.

1960-1977

B-0079504/1 – B-0079511/1

Élections au conseil supérieur et conseils régionaux, préparation et résultats : notes préparatoires, notes de service, notes d'information, règlement électoral, listes, tracts syndicaux, extraits du bulletin officiel des douanes (BOD), procès-verbaux de dépouillement des votes, synthèses des résultats, correspondance.

1949-1983

B-0079504/1

Élections du 26 octobre 1957 ; élections du 19 janvier 1961 ; élections du 15 octobre 1965.

1949-1965

B-0079505 /1

Élections du 8 novembre 1968.

1965-1969

B-0079506/1 – B-0079507/1

Élections du 7 décembre 1972.

1961-1973

B-0079506/1

Préparation.

1961-1972

B-0079507/1

Résultats.

1972-1973

B-0079508/1

Élections du 18 mars 1976.

1975-1976

B-0079509/1

Élections du 6 mai 1980.

1978-1980

B-0079510/1 – B-0079511/1

Élections du 21 avril 1983.

1980-1983

B-0079510/1

Préparation.

1980-1983

B-0079511/1

Résultats.

1983

B-0079512/1 – B-0079518/1

Conseil supérieur de la Masse, réunions : ordre du jour, procès-verbaux, notes documentaires, notes, comptes rendus, bulletins officiel des douanes (BOD), budgets.

1932-1982

B-0079512/1

Réunion du 26 octobre 1932 ; réunion du 29 juin 1933 ; réunion du 27 juin 1934 ; réunion du 26 juin 1935 ; réunion du 23 juin 1936 ; réunion du 22 juin 1937 ; réunion du 27 juin 1939 ; réunion du 2 juillet 1947 ; réunion du 15 décembre 1948 ; réunion du 6 juillet 1949 ; réunion extraordinaire du 19 mai 1952 ; réunion du 8 juillet 1952 ; réunion du 23 février 1953 ; réunion du 23 février 1954 ; réunion du 8 juillet 1954 ; réunion du 10 novembre 1955 ; réunion du 3 juin 1956 ; réunion du 3 juillet 1957 ; réunion du 20 novembre 1957 ; réunion du 4 juillet 1958 ; réunion du 11 mai 1959 ; réunion du 18 mars 1960 ; réunion du 8 juin 1960 ; réunion du 18 août 1961 ; réunion du 1^{er} février 1962.

1932-1962

B-0079513/1

Réunion du 1^{er} février 1963 ; réunion du 15 mars 1963 ; réunion du 19 avril 1963 ; réunion du 18 novembre 1963 ; réunion du 17 janvier 1964 ; réunion du 13 octobre 1964 ; réunion du 29 avril 1966 ; Réunion du 26 janvier 1967 ; réunion du 23 mars 1967.

1963-1967

B-0079514/1

Réunion du 25 janvier 1968 ; réunion du 24 avril 1968 ; réunion du 25 avril 1969 ; réunion du 25 mai 1970 ; réunion du 4 mars 1971 ; réunion du 1^{er} mars 1972 ; réunion du 26 juin 1973 ; réunion du 13 novembre 1973 ; réunion du 19 mars 1974.

1968-1974

B-0079515/1

Réunion du 2 juillet 1974 ; réunion du 17 janvier 1975 ; réunion du 27 juin 1975 ; réunion du 16 juin 1976 ; réunion du 14 décembre 1976.

1974-1976

B-0079516/1

Réunion du 8 mars 1977 ; réunion du 24 juin 1977 ; réunion du 20 décembre 1977 ; réunion du 15 juin 1978 ; réunion du 20 décembre 1978 ; réunion du 20 juin 1979 ; réunion du 24 janvier 1980.

1977-1980

B-0079517/1

Réunion du 24 juin 1980 ; réunion du 5 juin 1981 ; réunion du 16 décembre 1981 ; réunion du 23 juin 1982.

1980-1982

B-0079518/1

Réunion du 7 octobre 1982 ; réunion du 16 décembre 1982 ; réunion du 21 juin 1983 ; réunion du 15 décembre 1983.

1982-1983

B-0079519/1 – B-0079524/1

Conseils régionaux de la Masse, réunions : procès-verbaux, notes, comptes rendus, budgets.

1950-1982

B-0079519/1

1950, 1957, 1960, 1964-1967

B-0079520/1

1968-1971

B-0079521/1

1972-1975

B-0079522/1

1976-1977

B-0079523/1

1978-1980

B-0079524/1

1981-1982

B-0079525/1 – B-0079540/1

Casernement.

1931-1980

B-0079525/1

Généralités : projets de règlement d'attribution des logements dans les casernes des douanes et du règlement général de casernement, notes sur les retenues de casernement, notes sur les questions mobilières et immobilières.

1960-1980

B-0079526/1

Attribution de logements dans les casernes des douanes : notes, règlements particuliers des casernes des douanes par circonscription.

1958-1961

B-0079526/2

Retenues de casernement dans les casernes anciennes : notes, états par direction des douanes.

1967-1969

B-0079527/1

Relations avec la compagnie immobilière des fonctionnaires civils et militaires (CILOF) : convention entre la Masse des douanes et le CILOF du 23 janvier 1961, comptes rendus des réunions de coordination douanes/CILOF (1962-1973), états des programmes de construction, tableau portant révision des loyers des programmes CILOF-douanes (1977).

1961-1977

B-0079528/1– B-0079536/1

Construction de casernes : devis, plans, notes, correspondance.

1962-1970

B-0079528/1

Canteleu (Seine-Maritime).

1967-1969

B-0079529/1

Menton (Alpes-Maritimes).

1968-1970

B-0079529/2

Besançon (Doubs).

1968-1969

B-0079530/1

La Rochelle-Laleu (Charente-Maritime).

1968-1970

B-0079530/2

Laon (Aisne).

1966-1968

B-0079530/3

Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).	1968
B-0079530/4	
Douvaine (Haute-Savoie)	1968-1969
B-0079530/5	
La Seyne-sur-Mer (Var).	1968
B-0079530/6	
Villiers-le-Bel (Val-d'Oise).	1964-1968
B-0079531/1	
Hérouville-Saint-Clair (Calvados).	1969
B-0079531/2	
Calvi (Corse).	1964-1968
B-0079532/1	
Chamonix (Haute-Savoie).	1969-1970
B-0079532/2	
Quimper (Finistère).	1969
B-0079532/3	
Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales).	1966-1967
B-0079533/1	
La Cabanasse (Pyrénées-Orientales).	1963-1966
B-0079533/2	
Narbonne (Aude).	1962-1965
B-0079533/3	
Saillagouse (Pyrénées-Orientales).	1965-1966
B-0079534/1	
Bonifacio (Corse).	1968-1969
B-0079534/2	
Veigy (Haute-Savoie).	1969-1970
B-0079534/3	
Mons-en Baroeuil (Nord).	1968
B-0079535/1	
Parame (Ille-et-Vilaine).	1968-1969
B-0079536/1	
Cerbère (Pyrénées-Orientales).	1907-1930
B-0079537/1 – B-0079538/1	

Enquêtes sur l'occupation des casernes : états des logements inoccupés par circonscription.

1967-1984

B-0079537/1

1967-1976

B-0079538/1

1981-1984

B-0079538/2

Enquête auprès des agents de l'administration des douanes sur le logement dans la région parisienne : notes, plan.

1968

B-0079539/1– B-0079540/2

Comptabilité.

1931-1976

B-0079539/1

Règlements financier et comptable : projets d'instructions et de règlements, notes portant notamment sur la présentation des comptes et la tenue des registres comptables.

1959-1976

B-0079540/1

Comptes rendus des opérations financières de la masse.

1931-1932, 1959-1975

B-0079540/2

Commission de contrôle des dépenses : procès-verbaux de réunions, relevés des dépenses.

1953-1959